Ghana

Introduction

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) au Ghana se mete en oeuvre par l'Institut de Développement à Kpoeta, Saviefe Gborgame et Avuto. Situées à 85 kilomètres l'une de l'autre, les villes de Kpoeta et Saviefe Gborgame se trouvent à différentes altitudes le long du massif montagneux Weto dans la forêt guinéenne d'Afrique de l'Ouest. [1] Avuto, pour sa part, borde la lagune Avu au sein du site Ramsar du Complexe de la Lagune de Keta (KLCRS) dans la région côtière sud-est de la savane ghanéenne. Il s'agit d'un site important pour la migration d'oiseaux et le seul site ghanéen où l'on retrouve la sitatunga, une espèce menacée d'antilopes aquatiques. [2]

Au sein des trois communautés, les femmes possèdent de vastes connaissances sur la conservation de la nature qu'elles utilisent pour la production, transformation et commercialisation de leurs produits, les soins de santé et la production d'énergie. Les hommes et les femmes font tous le même type de travail et les femmes participent aux réunions collectives de prises de décision, bien qu'elles tendent toutefois à éviter les postes de direction. Même si les femmes ont la possibilité d'acheter et posséder une terre, quand elles en ont les moyens, l'héritage patrimonial traditionnel affecte quand même leur statut.

L'IRCC a été basée sur des méthodes participatives, tels que le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), la planification stratégique et la cartographie participative. Un comité consultatif a été créé pour le projet et inclut des ONG de développement et de défense des droits des femmes, des experts gouvernementaux et des représentants de la communauté. Les équipes des communautés ont reçu de la formation sur l'utilisation des formulaires participatifs et les techniques d'organisation des groupes de discussion, des promenades d'études et de cartographie. Ces dernières leur permettent de dresser la carte du territoire et des ressources de la communauté, des pratiques de conservation, des tabous et des sites sacrés oubliés. Un autre aspect important est la planification stratégique et la formation de compétences de plaidoyer.

L'interaction entre les jeunes et les plus âgés et entre hommes et femmes était excellente. Parmi les plus jeunes, plusieurs étaient surpris de découvrir l'origine des pratiques culturelles de leur communauté. Tous les résultats ont servi de base pour l'organisation d'un atelier national de validation, d'apprentissage et de plaidoyer, qui a cherché à renforcer davantage leurs capacités.

Rencontre sur la conservation communautaire à Saviefe-Gborgame, au Ghana. **Simone Lovera/GFC**

Paysage de Weto. **Ken Kinney/GFC**

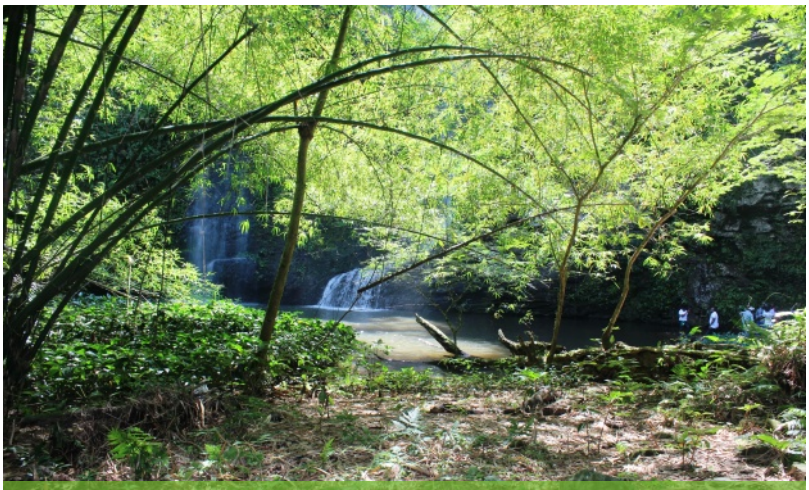
La résilience de la conservation communautaire

Les trois communautés font partie du groupe ethnique Ewe présent au Ghana, au Togo, au Bénin et au Nigéria : celui-ci a développé sa propre religion où est vénéré un dieu suprême, Mawuga Sogbo-Lisa (Dieu Homme-Femme). Cette ethnie démontre un intérêt marqué pour la conservation de la nature par l'entremise de lieux et de bois sacrés, de tabous, de totems, d'observations et de pratiques. Ces éléments aident à protéger les écosystèmes et les espèces endémiques menacés, les rivières, les sources d'eau et les cascades tout en mettant frein à la déforestation en dehors des réserves forestières. Par exemple, la communauté de Kpoeta est en train de restaurer les chutes Tsii en utilisant un GPS (Géo-positionnement par satellite) afin de délimiter le site des chutes, et a implanté une pépinière d'espèces endémiques qui pourront servir de plants de bordure et d'enrichissement des sites. Toutes les communautés sont impliquées dans les zones de gestion communautaire des ressources naturelles (les CREMA, selon le sigle en anglais) où leurs interventions sont basées sur leurs pratiques de conservation traditionnelles.

Pourtant, leurs efforts et leur résilience font face à de constantes menaces internes et externes. Celles-ci ont leur origine dans l'ère coloniale, époque où la plupart des zones de conservation communautaires ont progressivement perdu leur importance, leur valeur et leur statut, et où des ressources naturelles comme le bois d'oeuvre ont été monétisées et commercialisées par des entreprises coloniales. De plus, le gouvernement colonial a encadré plusieurs bosquets sacrés, ne désignant qu'un quart des terres comme réserves « protégées » et le restant comme réserves « de production ».

Cette approche d'exploitation a été suivie même après l'indépendance du pays puisque les ressources naturelles étaient vues comme une source de recettes publiques qui était facile à accéder. Aujourd'hui, la protection et la préservation des droits humains et des libertés fondamentales sont garanties, [4] mais le contrôle et la gestion des ressources come le bois d'oeuvre et les minéraux restent toujours sous l'autorité du président. Ceci engendre un obstacle majeur à la conservation de la nature et peut expliquer en partie le taux annuel de déforestation de 2% par année au Ghana.

Les industries extractives posent un problème majeur. Par exemple, la communauté d'Avuto décrie l'accès à son territoire donné aux entreprises multinationales pour l'exploitation de pétrole et de gaz [6], ainsi que la construction de barrages sur la rivière Tordzie, qui affecteront l'apport d'eau dans la lagune et, par la suite, augmenteront l'insécurité en termes d'approvisionnement en eau.



Cascade de Tsii à Kpoeta. **Dzifa Kumaga/GFC**

La déforestation réduit la quantité de produits forestiers non ligneux accessibles aux femmes, tels que les plantes médicinales, les édulcorants et les épices. La diminution de ces produits qu'elles collectent et commercialisent vient influencer leur capacité à procurer de la nourriture, des médicaments et un revenu stable à leurs familles.

Les communautés de Kpoeta et Saviefe Gborgame ont remarqué que l'usage de pesticides synthétiques provoque également une perte de biodiversité. Malheureusement, les cultures de couverture, qui améliorent la fertilité des sols naturellement, ne poussent plus sur leurs fermes une fois que des herbicides aient été utilisés. Les communautés ont également constaté un déclin considérable du miel sauvage. Les autres menaces externes incluent l'agriculture industrielle en général ; l'exploitation de carrières de pierres ; l'exploitation forestière illégale et la destruction de fermes de cacao et de café par des bucherons ; les feux de brousse ; et l'expansion de la production de cacao et de café dans leurs forêts protégées.

La communauté d'Avuto considère l'usage commercial de filets mono-filaments comme une menace à la pêche durable et aux emplois des jeunes. La propagation de la jacinthe d'eau ; la culture du riz qui stimule l'accaparement des terres et pollue la lagune, ou encore les effets du changement climatique comme l'assèchement de la lagune sont également des exemples de menaces externes auxquelles fait face la communauté. Les menaces internes des trois communautés sont la perte des connaissances et des pratiques traditionnelles qui supportent la conservation de la nature, l'exode des jeunes vers les villes et la dégradation environnementale par des activités comme le braconnage et l'exploitation forestière illégale, impulsées par la situation de pauvreté d'une tranche de la population.

Conclusion et recommendations

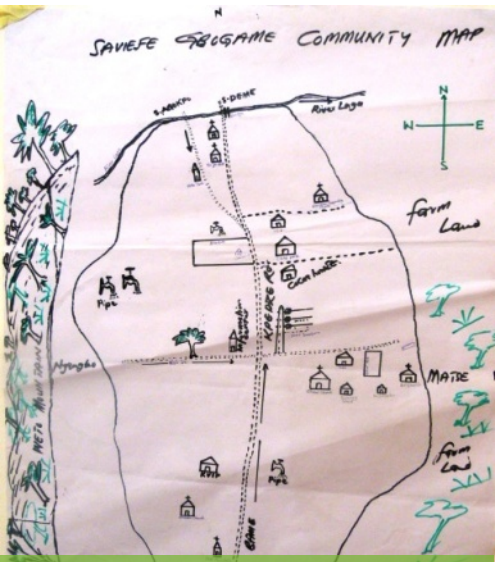
Le Ghana a fait un grand pas en avant grâce à sa politique de 2012 sur les forêts et la faune sauvage, qui défend explicitement l'autonomie traditionnelle pour la gestion des forêts sacrées et des forêts de conservation communautaire afin de préserver la diversité culturelle et biologique. [7] Les stratégies et les plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) révisés en 2016 sont également très prometteurs puisqu'ils mettent l'emphase sur l'implémentation de tous les objectifs d'Aichi. Par exemple, « s'assurer que les connaissances, les innovations et les pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales, ainsi que leur utilisation coutumière durable, soient respectés » correspond à l'objectif Aichi no. 18. [8] La prochaine étape est d'appliquer ces politiques de manière efficace.

L'approche CREMA - qui est non seulement utilisée par le Département de la faune sauvage de la Commission sur les forêts, mais également par des ONG - a encouragé les communautés à réfléchir sur et renforcer leurs activités de conservation. D'ailleurs, plusieurs voies sont possibles pour renforcer et améliorer la résilience de la conservation communautaire : par exemple, la communauté d'Avuto reconstruit présentement l'habitat de la *Sitatunga* avec l'appui du zoo de Calgary, au Canada. Cela dit, la communauté a besoin de beaucoup plus d'appui pour ses efforts d'écotourisme, et elle souhaite resserrer ses liens avec le site Ramsar du Complexe de la Lagune de Keta. [9]

Les trois communautés exigent des assemblées de districts pour soutenir les plans de gestion qui facilitent leurs projets de plantation en zone tampon (afin de protéger les cours d'eau). Les mesures d'adaptation au changement climatique doivent aussi être mis en place afin de protéger les communautés des inondations. Cela inclut la création de corridors de plaines inondables sans les constructions ; l'utilisation des infrastructures naturelles telles que les zones vertes et la plantation d'arbres ; l'amélioration de la gestion des catastrophes naturelles et la mise sur pied de systèmes d'alerte fonctionnels et, d'un point de vue général, une plus grande prise de conscience des enjeux liés au changement climatique.

À Kpoeta et Saviefe-Gborgame, l'agroforesterie de cacao et la certification des normes de production pour le cacao ont déjà été introduites afin d'améliorer l'agro-biodiversité et minimiser l'utilisation de pesticides. Toutefois, les fermiers en profiteraient grandement s'ils avaient accès à des services de vulgarisation agricole axés sur l'environnement. Ce genre de service à Avuto permettrait à la communauté de produire des légumes biologiques, qui sont des produits très en demande au Ghana, avec de surcroît un impact positif sur l'écosystème fragile de la Lagune Avu. De plus, l'introduction de technologies simples et innovatrices qui utilisent la jacinthe d'eau pour d'autres fins peut permettre la création d'entreprises vertes, transformant ainsi le problème en solution, ou encore la communauté pourrait être encouragée à transformer leur production de canne à sucre en éthanol pour l'approvisionnement en énergie domestique, ce qui permettrait de réduire leur dépendance sur le bois.

La communauté désire également intégrer les jeunes dans la transformation des produits agricoles afin de réduire le chômage et promouvoir l'émancipation



Carte de Saviefe Gborgame dessinée par la communauté lors de l'évaluation de l'IRCC. **Daniel Akoto/GFC**

Canne à sucre cultivée pour la consommation locale par la communauté d'Avuto. **Mabel Agba/GFC**

Témoignage

« À Kpoeta, nous avons assisté à la destruction de notre bel écosystème de montagne par les actions myopes et erronées de notre élite politique. Ce que vous pouvez observer présentement n'est qu'une pâle image de la communauté que nous formions il y a cinquante ans. Et s'il en reste quelque chose aujourd'hui, c'est grâce à notre attachement indéfectible à nos façons de faire traditionnelles de conservation de la nature : les jours sacrés, la nature en tant qu'expression du dieu qu'on vénère, telle que la cascade Tsii. Notre vision est de restaurer notre environnement à son état original, et nous nous investissons déjà dans l'application de pratiques agricoles de conservation et de restauration qui incluent des techniques forestières analogues. L'IRCC est très utile, pratique et complémentaire et met en évidence la sagesse de notre culture, qui a ses origines dans la conservation de la nature. »
M. Constantine Kosi Agbo, pédagogue retraité

M. Constantine Kosi Agbo.
The Development Institute/GFC

économique et le leadership des jeunes filles, qui a pour effet de réduire les grossesses à l'adolescence. Deux des communautés travaillent à assurer leur viabilité financière via les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).

Autres recommandations importantes :

- Outiller les communautés et les OSC afin qu'elles puissent exiger la mise en oeuvre de la loi sur la faune sauvage, qui reconnaît les ressources naturelles et les arbres que les communautés ont activement conservées comme propriété de ces communautés, ainsi que leur accès au bois et les principes du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) ;
- Soutenir les démarches entreprises par les OSC et les communautés vivant dans un écosystème fragile pour mettre en oeuvre des mesures de planification de l'utilisation des espaces et du territoire, et des politiques d'évaluation environnementale stratégique qui reconnaissent les territoires conservés de la communauté comme des zones de protection permanente des communautés ;
- Promouvoir et appuyer les efforts des communautés de développer le tourisme écoculturel afin de préserver leur sagesse et leurs pratiques, tout en réduisant la pauvreté ;
- Instituer la certification des territoires conservés de la communauté comme la source de provenance des marchandises durables et renforcer les capacités dans ce domaine ;
- Développer les capacités des communautés à s'engager dans une agriculture résistante aux changements climats basée sur leurs pratiques traditionnelles actuelles et la promotion de l'agriculture de conservation.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Ghana, qui est disponible à l'adresse: http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/

Références

[1] Critical Ecosystem Partnership Fund, 2000. Ecosystem Profile Upper Guinean Forest Ecosystem of the Guinean Forest of West Africa Biodiversity Hotspot. Disponible à : http://www.cepf.net/Documents/final.guineanforests.upperguineanforest.ep.pdf. Consulté le 10 juillet 2017.
[2] Jana M. McPherson, Joy Sammy, Donna J. Sheppard, John J. Mason, Typhenn A. Brichieri-Colombi et Axel Moehrenschlager 2016. Integrating traditional knowledge when it appears to conflict with conservation: lessons from the discovery and protection of Sitatunga in Ghana. Disponible à : http://dx.doi.org/10.5751/ES-08089-210124. Consulté le 20 janvier 2017.
[3] FAO, 2016. Free Prior and Informed Consent. Manual for Project Practitioners. Disponible à : http//:www.fao.org/3/a-i6190e.pdf. Consulté le 20 janvier 2017.
[4] The Constitution of Ghana, 1992. Disponible à : http://politicsresources.net/docs/ghanaconst.pdf. Consulté le 15 juillet 2017.
[5] Food and Agriculture Organization, 2010. Global Forest Resources Assessment, 2010. Country Report, Ghana. Disponible à : http://www.fao.org/013/al53e/al53e.pdf. Consulté le 15 juillet 2017.
[6] Environmental Protection Agency, 2016, Strategic Environmental Assessment (SEA) on Opening up the Voltaian and Keta Basins for Oil and Gas Exploration and Production.
[7] Ministry of Lands and Natural Resources, 2012. Ghana Forest and Wildlife Policy. Disponible à : http://www.gh.chm-cbd.net/convention/2012-ghana-forest-and-wildlife-policy.pdf. Consultee le 20 about 2016.
[8] Client Earth, 2013: Overview of Legal Framework of the Forest and Wildlife Sector. Disponible à : https://www.clientearth.org/external-resources/ghana/forests-and-wildlife/Overview-and-collection-Forest-and-Wildlife-laws-Ghana.pdf. Consulté le 13 décembre 2016.
[9] Angelia Husuke, le 5 janvier 2017, communication personnelle.